

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 17/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TANK

**9 RUE ROLAND GARROS
38320 Eybens**

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\TANK_Saint-pol-sur-mer_0007000551\2_Inspections\2025 06 12 VII conjointe CUD - boues
Code AIOT : 0007000551

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2025 dans l'établissement TANK implanté 255 avenue Maurice Berteaux 59430 Saint-Pol-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une visite conjointe avec les agents du service des eaux de la Communauté Urbaine de Dunkerque (CUD).

Elle fait suite à la remontée de pratiques anormales observées à différentes reprises sur le site et la mise à jour de la convention de rejets.

Elle est réalisée de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TANK
- 255 avenue Maurice Berteaux 59430 Saint-Pol-sur-Mer
- Code AIOT : 0007000551
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TANK exploite une station de lavage de citernes routières et de cuves de 1 000 litres située à Saint-Pol-sur-Mer.

Le site dispose de 2 lignes de lavage pour les citernes alimentaires, une ligne pour les citernes non alimentaires et une ligne pour les fûts et containers.

L'établissement possède une station d'épuration interne qui réalise un prétraitement des effluents industriels avant leur rejet au réseau public.

Les activités sont régulièrement autorisées par un arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juin 1998, modifié par les arrêtés complémentaires des 23 août 2000, 5 avril 2001 et 14 mars 2007.

L'établissement fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure du 28 juin 2023 suite aux non-conformités sur les rejets aqueux.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Capacité de rétention	Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 4.4.2.	Mise en demeure, respect de prescription	8 jours
3	Caractérisation des déchets	Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 16.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Convention de raccordement	Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 7.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est informé qu'une mise à jour de son arrêté préfectoral sera initiée pour actualiser les prescriptions sur les valeurs limites des rejets aqueux.

Elle fait suite à l'actualisation de la convention de rejets signée entre l'exploitant et la Communauté Urbaine de Dunkerque qui prévoient des valeurs de rejets plus restrictives (notamment sur les paramètres métaux).

L'exploitant doit revoir les modalités de gestion des boues chaulées sur le site dans l'attente de la réparation de la centrifugeuse.

La capacité de rétention de la zone de stockage des produits chimiques n'est pas disponible et la caractérisation des boues n'a pas été réalisée avant leur transfert à des fins de traitement. Face à ces constats, un arrêté de mise en demeure est proposé à la signature du Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Convention de raccordement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 7.6
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets
Prescription contrôlée : 7.6. - Le raccordement au réseau d'assainissement urbain doit faire l'objet d'une convention entre son gestionnaire et l'exploitant.
Constats : La convention spéciale de déversement entre la Communauté Urbaine de Dunkerque (CUD) et la société TANK à Dunkerque a été mise à jour et signée en date du 3 janvier 2023. Elle porte sur le rejet des eaux usées autres que domestiques de la société TANK dans le réseau public d'assainissement de la CUD. Cette convention prévoit des valeurs limites plus exigeantes sur certains paramètres (métaux notamment) que les valeurs limites reprises dans l'arrêté du 15 juin 1998 modifié. En conséquence, l'Inspection informe l'exploitant en séance qu'une actualisation des valeurs limites applicables sera initiée et fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire afin de s'aligner sur les valeurs de la convention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Capacité de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 4.4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- Dans le cas de liquides inflammables, 50% de la capacité totale des fûts ;- Dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 600 litres (ou à une capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres).

Constats :

L'Inspection constate la présence de bigs bags filtrants remplis de boues de station d'épuration chaulées sur site : 4 bigs bags sont présents en salle de traitement et 15 bigs bags sur l'aire de rétention des produits chimiques.

L'exploitant explique que la centrifugeuse est en panne depuis quelques mois et que les différentes réparations entreprises n'ont pas permis de la remettre en fonctionnement. Aussi, cette panne entraîne une accumulation de boues chaulées sur site, boues qui sont mises en big bags filtrants pour décantation avant mise en benne en vue d'une élimination.

Au sein de la salle de traitement, une rigole a été créée et permet l'écoulement des effluents décantés qui sont ensuite renvoyés en tête de station.

Par contre, sur l'aire extérieure couverte réservée au stockage des produits chimiques, l'Inspection constate que les effluents décantés se déversent dans la capacité de rétention associée à cette zone qui est totalement remplie.

Non-conformité n°1 - La capacité associée à la zone de stockage de produits chimiques n'est pas disponible.

L'Inspection demande en séance à faire vider immédiatement cette rétention pour renvoyer les effluents collectés en traitement dans la station.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 8 jours

N° 3 : Caractérisation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 16.3

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et élimination des déchets

Prescription contrôlée :

[...]

Les déchets suivants : déchets huileux, premiers jus de lavage, boues, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et par un test de lixiviation selon normes NF renouvelés au moins tous les ans.

Pour rappel :

L'article L541-7-1 du code de l'environnement dispose que « *Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou qui sont contaminés par certaines d'entre elles. (...)* Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu de fournir les informations nécessaires à leur traitement lorsque les déchets sont transférés à des fins de traitement à un tiers. »

L'article R541-8 du code de l'environnement définit un déchet dangereux comme « **tout déchet qui**

présente une ou plusieurs des propriétés de dangers énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/ CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives. Ils sont signalés par un astérisque dans la liste des déchets mentionnée à l'article R. 541-7 ».

Les « déchets dangereux » sont définis à l'article R541-8 du code de l'environnement.

Afin de déterminer si un déchet est dangereux, **la première étape est de lui attribuer un code** dans la liste unique des déchets définie à l'article R541-7 du code de l'environnement et figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000.

Certains déchets de la liste des déchets ont un code comportant un astérisque : cela signifie qu'il s'agit dans tous les cas de déchets dangereux.

Certains types de déchets peuvent avoir deux entrées dans la liste (entrées dites « miroir ») : une avec astérisque et l'autre sans astérisque. Cela signifie que ce type de déchet peut, selon les cas, être dangereux ou non dangereux. Dans ce cas, pour déterminer si le déchet est dangereux il convient de passer en revue l'ensemble des 15 propriétés de danger numérotées HP1 à HP15 portant pour exemple sur le caractère explosif, infectieux, inflammable, cancérigène, toxique... dudit déchet. Ces propriétés de danger sont fixées par la directive cadre déchets (2008/98/CE), révisée par le règlement 1357/2014/UE et la décision 2014/955/UE. Si le déchet possède au moins une propriété de danger, il est classé comme dangereux.

Dans tous les cas, la connaissance des propriétés de danger d'un déchet est un élément fondamental pour déterminer comment assurer sa gestion dans de bonnes conditions.

Constats :

L'Inspection demande une présentation des éléments de traçabilité relative à ces boues : code déchet, éléments justifiant de la caractérisation, historique des enlèvements, ...

L'exploitant n'est pas en mesure de les justifier en séance.

Il déclare par courriel du 27 juin 2025 que les big bags des boues de centrifugeuse, constatés sur site le jour de la visite d'inspection, ont été vidés dans les deux bennes étanches à demeure sur le parking.

Il joint quatre bordereaux de suivi de déchets d'enlèvements antérieurs des bennes pour les mois de janvier 2025 et mai 2025.

Il ressort de l'analyse des documents et postérieurement à la visite, les constats suivants :

- les boues sont reprises sous le code déchet 10 01 21 « boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 10 01 20 »

Conformément à la décision 2000/532/CE modifiée, ce code déchet est repris dans la classification européenne dans la famille 07 relative aux DÉCHETS PROVENANT DE PROCÉDÉS THERMIQUES et concerne les «boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 10 01 20 ».

Le code déchet 10 01 21 est à considérer comme un code déchet à double entrée ou code dit "code miroir » puis qu'il existe le code déchet 10 01 21*, dont l'intitulé est « boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses».

Or, conformément au chapitre «évaluation et classification » en annexe de la décision n°2000/532 modifiée, on note que « *Pour les déchets auxquels pourraient être attribués des codes correspondant à des déchets dangereux et à des déchets non dangereux, les dispositions suivantes s'appliquent: [...], Après évaluation des propriétés dangereuses d'un déchet conformément à cette méthode, le déchet est inscrit sur la liste des déchets en tant que déchet dangereux ou non dangereux, suivant le cas* ».

Aussi, une caractérisation aurait dû être menée pour déterminer si le déchet est à considérer comme déchet dangereux ou non, caractérisation qui nécessitait d'évaluer quinze propriétés physico-chimiques, toxiques et écotoxiques du déchet par des analyses en laboratoire et des textes spécifiques (HP1 à HP15).

La méthodologie à employer est décrite dans le guide de l'INERIS référencé « *guide d'application pour un classement en dangerosité des déchets* » révisé en novembre 2024.

- Ces 4 documents font également apparaître des prises en charge par les sociétés BAUDELET Matériaux pour une valorisation en R5 (6,12 tonnes lors de l'opération du 19/5/25) et BAUDELET à Blaringhem pour une élimination en D5 (5,86 T le 6/1/2025, 6,04 T le 7/1/2025 et 6,32 T le 19/5/2025.

Non-conformité n°2 : L'exploitant ne s'est pas assuré du caractère dangereux ou non dangereux des boues via une caractérisation approfondie du déchet (HP1 à HP15).

Il explicitera le choix des filières retenues et transmettra l'ensemble des documents justifiant la procédure d'acceptation préalable pour l'élimination de ces boues avec les sociétés BAUDELET MATERIAUX et BAUDELET.

Demande de justificatif n°1 : Le code déchet 10 01 21 est à justifier voire corriger. En effet, le code déchet 10 01 21 n'apparaît pas adapté à ce déchet qui ne provient pas d'un procédé thermique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois